



Fondation
de
France

ROPPA
Afrique Nourricière

JAFOWA

Joint Action for Farmer Organisations in West Africa

FORUM

ROPPA – PAFAO - JAFOWA

DISCUSSION N°9 « IMPACT DE LA CRISE COVID-19 SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE » - SYNTHÈSE

Lancée le 31 mars 2020, ouverte jusqu'au 3 juin 2020

La pandémie de Covid-19, avec surtout les mesures de restriction de circulation et de prévention diverses qui en ont découlé dans le monde entier, a de graves conséquences sur les économies ouest-africaines, figurant parmi les plus ouvertes au monde au commerce international.

S'y ajoute le fait que la plupart des Ouest-africains n'ont pas de revenus fixes garantis, les baisses de revenus font dès lors craindre une crise alimentaire majeure.

Et enfin, alors même que les paysans constituent la majorité de la population, les distributions publiques de vivres aux plus démunis s'adosent insuffisamment à des mesures de soutien à la production locale, faisant craindre un désinvestissement agricole et des baisses de production à moyen/long terme.

DES EFFETS DIRECTS SUR LES FILIÈRES

Difficulté de production

La crise a compliqué voire empêché le déplacement des paysans et des autres travailleurs des filières alimentaires dans les champs, les unités de transformation et les points de vente (Ceedd, Cicodev, Enda Pronat, Rikolto).

L'accès aux intrants et aux petits équipements a aussi été très perturbé (ANPDI, Cicodev, Enda Pronat, Soungalo Ouattara). Cela représente d'énormes défis que les producteurs doivent relever en trouvant des solutions de substitution pour maintenir un niveau de production.

Difficultés de commercialisation

Les marchés, seules activités commerciales d'envergure du monde rural, ont cessé de fonctionner de manière régulière. Les restrictions d'ouverture, les difficultés de déplacement (peur d'être contaminé et/ou absence de moyen de transport) réduisent très fortement l'activité (ANPDI, Apess, Cicodev). Certains débouchés commerciaux sont littéralement bloqués, à l'instar des nombreux marchés, entreprises, hôtels et restaurants fermés (Acting for life, Cicodev). S'y ajoutent l'interdiction des rassemblements festifs. Résultats : certains producteurs comme ceux de salades dans la région de Diourbel ou ceux de poulets dans la région de Fatick n'ont fait que 20 % de leur chiffre d'affaires habituel (Cicodev).

Comme dans la province du Bam au Burkina Faso où l'on a noté un pourrissement de productions maraîchères destinées à l'export vers le Ghana et la Côte d'Ivoire (Fugcom-Bam), beaucoup de pertes agricoles sont à déplorer. Ces pertes sont amplifiées par l'absence

« Les familles d'éleveurs dépendent des marchés hebdomadaires pour avoir un revenu issu de la vente d'animaux. Or les marchés à bétail sont fermés, ce qui affecte le pouvoir d'achat et donc l'achat de nourriture de nombreuses familles. »
Cécile Broutin et Mame Coumba Faye (Gret)

de centre de stockage (Cicodev). Des conventions ne sont pas honorées du fait de restrictions diverses et les crédits auprès des banques ne peuvent pas être remboursés (Cicodev, Rikolto).

A l'aval des filières, les restauratrices de rue ont des difficultés à se fournir et font aussi face à une méfiance de la clientèle pour des raisons sanitaires. Beaucoup de ces restauratrices font appel à des prêts de microfinance qu'elles ne peuvent plus rembourser (Cicodev).

L'élevage pastoral et la filière lait local particulièrement touchés (Apress)

Les restrictions de déplacement, accompagnées de la suspension des services vétérinaires et de la délivrance du certificat international de transhumance, sont une catastrophe pour l'élevage pastoral. Dans l'impossibilité d'accéder aux ressources fourragères, la mortalité des animaux est forte, les noyaux reproducteurs diminuent, l'offre de bétail affaibli s'accroît sur les marchés, conduisant à une détérioration progressive des prix.

Du fait de la grande périssabilité du lait frais, les restrictions de déplacement ont fortement affecté la filière lait local. La baisse de revenus observée à la fois chez les éleveurs et les unités de transformation a mis au chômage de nombreux acteurs intervenant dans la filière. **En Gambie, on craint une disparition pure et simple de la filière lait local.**

Les mouvements transfrontaliers sont indispensables au système pastoral et à la vie des agropasteurs. L'insécurité les avaient déjà réduits drastiquement. Avec la fermeture des frontières, la disparition pure et simple de ce type d'élevage est à craindre, mettant les familles dans une situation d'extrême pauvreté.

Les mesures prises favorisent les gros opérateurs et les produits importés

L'essentiel des populations font leurs courses dans de grands et denses marchés à ciel ouvert qui ont été fermés ou dont les horaires d'ouverture ont été réduits. La santé financière des acteurs qui y évoluent est menacée alors même sur les supermarchés existants comme Auchan au Sénégal peuvent rester ouvert jusqu'à 21h, posant les bases d'une concurrence déloyale (Ceedd).

En outre, étant donné que les supermarchés sont plus susceptibles de respecter les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, leurs chiffres d'affaires augmentent (ANPDI). L'accès des populations de grandes villes côtières comme Dakar est plus facile aux produits importés qu'aux produits locaux cultivés par les exploitations familiales (Enda Pronat).

« Les supermarchés ont marqué des points dans cette crise » (Karfa Diallo) alors même que « l'essentiel de ses produits sont tirés hors du continent » (Oumy Seck) et que « les pauvres ne peuvent que se promener dans les couloirs des supermarchés » (Braïma Biai)

Innovations pour contourner les barrières mises à la commercialisation

La crise peut aussi représenter une opportunité pour les petits producteurs et transformateurs de proximité. Ils s'adaptent avec des stratégies innovantes d'approvisionnement avec de la vente en ligne et des livraisons à domicile à Dakar (ANPDI, Cicodev, Enda Pronat). Autre exemple : au Bénin, une application « Bénin Restoo » a été créée pour développer la vente de plats préparés à domicile (AFL). Au Burkina Faso, les organisations de producteurs de la région des Cascades ne pouvant plus écouler leurs produits dans les cantines scolaires, ont mis en place un nouveau réseau virtuel (groupe WhatsApp) pour se faire connaître des autres acheteurs publics (maisons d'arrêt, hôpitaux) et écouler leurs produits (AFL).

Difficultés exacerbés par l'extraversion des filières

Les pays d'Afrique de l'Ouest sont très intégrés à l'économie mondiale, en particulier au marché alimentaire mondial comme l'a montré la crise d'accès à l'alimentation de 2008 (Ceedd, Soungalo Ouattara). Le ralentissement du commerce (restrictions, augmentation des prix du transport, manque de ressources pour payer les importations) affecte donc gravement la région.

D'un côté, beaucoup de grandes villes sont dépendantes du marché mondial pour les denrées de première nécessité comme le riz, le blé, l'huile ou le sucre. Même les villes de l'intérieur et les villages sont touchés car une part croissante des denrées de base sont des produits importés acheminés des ports jusque dans les campagnes (ANPDI, Soungalo Outtara, Gret).

De l'autre, les exportations, notamment agricoles, se sont réduites.

Au Burkina Faso, on note par exemple une contraction de 16 % des exportations de coton et de sésame (Rikolto). Cette baisse des recettes d'exportation vient encore renforcer la difficulté à se fournir en denrées essentielles sur le marché mondial.

« Le Sénégal souffre d'une extraversion de son modèle de consommation agroalimentaire qui se traduit comme suit : il ne consomme pas ce qu'il produit, et ne produit pas ce qu'il consomme. Cette déconnexion place le pays dans un stress perpétuel qui le livre à la volatilité d'un marché totalement instable » (Oumy Seck, Ceedd)

Diminution de l'offre à moyen terme

Les impacts directs sur les filières rendent prévisibles des baisses de productions agricoles et des difficultés d'approvisionnement pour les commerçants. L'utilisation des stocks de semences pour la consommation domestique risque aussi d'occasionner un manque de semences paysannes pour l'hivernage (ANPDI).

Autre conséquence plus indirecte de la crise sanitaire : ajoutée à d'autres phénomènes (guerre au Yémen), elle a rendu impossible la prévention de la formation des essaims et la multiplication de criquets pèlerins. Leur migration devrait avoir des conséquences importantes en Afrique de l'Ouest d'autant que le contrôle dans la zone sahélienne est rendu difficile par l'insécurité ambiante (Cirad).

« Nous assisterons donc à une baisse considérable de la production sachant que la pandémie est intervenue à une période intensive de la production. » (Michel Tougma, Rikolto)

En l'absence de soutien fort des États aux paysans, les conséquences des perturbations du secteur agricole sont très fortes pour toute l'économie et la population. D'autant que les gouvernements ont choisi d'agir sur les conséquences en distribuant des vivres plutôt que sur les causes en permettant aux paysannes et paysans de produire et de maintenir leur pouvoir d'achat (Fongs).

L'État du Sénégal, dans le cadre de son programme de résilience économique et sociale, est par exemple en train de procéder à la distribution de vivres, principalement importés, au profit d'un million de ménages vulnérables (Gret). Le Conseil national de concertation des ruraux (CNCR) regrettait en avril l'absence de produits horticoles et avicoles dans ces kits alimentaires. Il semble avoir été entendu car la Direction de l'horticulture a réalisé un inventaire des stocks invendus (oignons, pommes de terres, carottes, choux) et une ligne de crédit d'un milliard de FCFA a été mise à disposition des commerçants pour les acheter (Cicodev).

UNE CRISE D'ACCÈS À L'ALIMENTATION EST REDOUTÉE

Trois nouveaux virus plus ravageurs sont apparus au Sénégal, Pochevid-20, Frigovid-20 et Ventrevid-20, qui sont plus virulents que le Covid-19 (Enda Pronat). Les deux tiers de la population africaine vivent en effet dans une situation de précarité alimentaire (Cicodev). À

l'échelle de l'espace ouest-africain, les chiffres de la Cedeao montrent que, dans le contexte actuel de la crise sanitaire, environ 51 millions de personnes risquent de basculer en phase de crise d'ici juin-août 2020 (Soungalo Ouattara).

Hausse des prix

Les produits alimentaires deviennent de plus en plus chers (QNCOCPA). Au Sénégal, où les mesures de prévention ont été particulièrement sévères, une enquête menée par le Cicodev dans la totalité des 14 régions du pays fait état de hausses importantes sur certains produits, Les produits frais, devenus rares, sont les plus touchés¹. Au Burkina Faso, le gouvernement entend réguler les prix des produits alimentaires de base comme les céréales (riz, maïs, mil, sorgho etc.), le niébé, le sel, l'huile, le sucre, etc. Malgré ces mesures, les prix augmentent du fait d'intermédiaires (Rikolto). À la mi-2020, cette hausse est légère pour la plupart des denrées et dans la plupart des zones mais de nombreux opérateurs des filières anticipent une flambée des prix dans les mois à venir.

Baisses de revenus

À la mi-2020, la difficulté principale est la baisse des revenus, « L'argent ne circule plus » est le sentiment général.

Déjà, les mesures de confinement ont mis à rude épreuve les populations car dans la plupart des familles, urbaines ou rurales, les réserves alimentaires et pécuniaires étaient loin d'être garanties. Début mai 2020, le CNCR déclarait lors un point presse que presque tous leurs membres avaient épuisé leur stock vivrier familial et avaient recours aux marchés pour acheter la nourriture en attendant les prochaines récoltes. La période de soudure sera plus longue et difficile que d'habitude.

D'autant plus que de nombreux ménages ruraux dépendent aussi des transferts d'argent de leurs membres installés en ville, en chute du fait du ralentissement économique mondial et des mesures de confinement (ANPDI).

Dans les villes aussi, les mesures prises en prévention du coronavirus ont durement affecté les populations. Le secteur dit informel assure des revenus journaliers cruciaux pour l'accès à la nourriture. Les quartiers populaires sont de véritables poudrières. Les mesures d'accompagnement sur les factures d'eau, d'électricité, les bourses alimentaires et autres aides ne peuvent pas compenser les pertes de revenus dues au Covid-19 (Enda Pronat, QNCOCPA, Daouda Diagne).

Les ménages à faible revenu pourraient adopter durablement de nouvelles habitudes visant à l'achat de substituts moins riches et à faible prix par rapport à leur régime alimentaire normal (Soungalo Ouattara).

Une violence corollaire de la crise économique

Les femmes rurales qui ne peuvent plus aller au marché vendre leurs productions et ainsi en ramener des vivres essentiels à leur famille se retrouvent davantage dépendantes de leurs maris pour leur survie. Mame Cissé Diop, une leader paysanne de Casamance (Roprocas), témoigne de violences physiques à leur endroit : « Lorsqu'elles demandent la dépense, ce sont des disputes et des coups et blessures volontaires. Le confinement partiel est une situation déplorable pour les femmes de Kolda ».

Face à la fermeture d'espace d'échanges essentiels à l'économie rurale et aux pertes de revenus, l'Apess craint l'émergence de stratégies individuelles, voire identitaires de survie, la stigmatisation des communautés les unes par les autres, menaçant ainsi la cohésion sociale. Certains éleveurs pourraient aussi être enrôlés dans les groupes armés du fait de la perte de leurs capitaux.

¹ A Kédougou, le prix du kilogramme de poisson est par exemple passé de 2 000 à 3 500 FCFA.

Une crise alimentaire aux conséquences profondes

La flambée des prix et la hausse du chômage contribueront à réduire de manière drastique le pouvoir d'achat des ménages et ce, pour toutes les catégories socioprofessionnelles. Michel Tougma (Rikolto) estime que 70 % des familles vont avoir du mal à s'offrir un repas par jour. Pour Khady Ndoye (Cicodev), jamais la vulnérabilité alimentaire n'avait été aussi grande au Sénégal. L'Apess craint en outre que la sous-alimentation et la malnutrition ne touchent particulièrement les enfants et les femmes allaitantes, avec des conséquences à long terme : augmentation des pathologies liées à la carence alimentaire et de la mortalité infantile.

AGIR SUR LA RÉSILIENCE À LONG TERME : FAVORISER LE CONSOMMER LOCAL

Les pays d'Afrique de l'Ouest semblent avoir réagi très vite et de manière efficace en ce qui concerne les aspects sanitaires. L'économiste sénégalais Felwine Saar répond aux discours alarmistes : « les représentations négatives sur l'Afrique sont si ancrées qu'on ne prend même plus la peine de regarder la réalité. Et quand la réalité présente va à l'encontre des représentations, on les déplace alors dans le temps futur. Même si le continent s'en sort plutôt bien, il faut donc prédire une catastrophe. Tout, sauf admettre que l'Afrique s'en sort face au Covid-19. » (article relayé par SOS Faim Luxembourg). Intéressante réflexion qui ne doit pas nous empêcher d'alerter sur le fait que, d'une part, l'espérance de vie reste beaucoup plus faible (55 ans pour les Ouest-africains, ce qui fait dire à l'écrivain ivoirien Gauz que « l'épidémie n'a plus de vieux à tuer sur ce continent »), et d'autre part que les implications économiques, notamment des mesures et restrictions pour limiter la pandémie, sont désastreuses pour une grande majorité de la population.

Cette crise sanitaire montre à quel point les mécanismes d'anticipation et de régulation des grandes crises sont fragiles et défectueux (Fongs). Elle pose la question de l'avenir des systèmes alimentaires qui font vivre 60 % de la population et de la position du consommateur local sur les marchés ouest-africains. Le modèle productiviste, dans un système mondialisé dérégulé, dégrade les écosystèmes et représente une impasse pour la pérennité et le développement de l'agriculture familiale. Les systèmes alimentaires durables fondés sur une gestion économe des ressources est une nécessité et une réelle opportunité pour les économies rurales (AFL). La rupture de certaines chaînes agro-logistiques et les risques de pénuries ainsi que la flambée des prix dans les pays importateurs de denrées, interpellent sur la nécessité de connecter la consommation locale à la production locale (Soungalo Ouattara). On observe un développement des circuits courts à la faveur de la crise. Et la volonté de produire coûte que coûte face à d'éventuels pénuries internationales. L'ADC Ninnaba appelle ainsi à « aller en masse dans les champs et les vallées pour produire en abondance des céréales cette année, tout en diversifiant les spéculations, afin de faire face à l'incertitude de la disponibilité du riz en provenance des pays extérieurs ». La distribution de masse des produits alimentaires locaux est certes en partie déterminée par les habitudes des consommateurs urbains. Peut-être faudrait-il se focaliser sur les politiques commerciales et leviers sociaux (Roppa). Et repenser nos modes de production au niveau de l'exploitation familiale en mettant l'accent sur les pratiques écologiques, surtout dans un contexte de changement climatique (Cicodev, Fenop).

« Nos ressources doivent nous servir à privilégier la recherche de l'autosuffisance alimentaire dans toutes les spéculations où cela est possible. Il y a certainement des opportunités pour nous de construire des économies plus résilientes à cette crise » (Khady Ndoye, Cicodev)

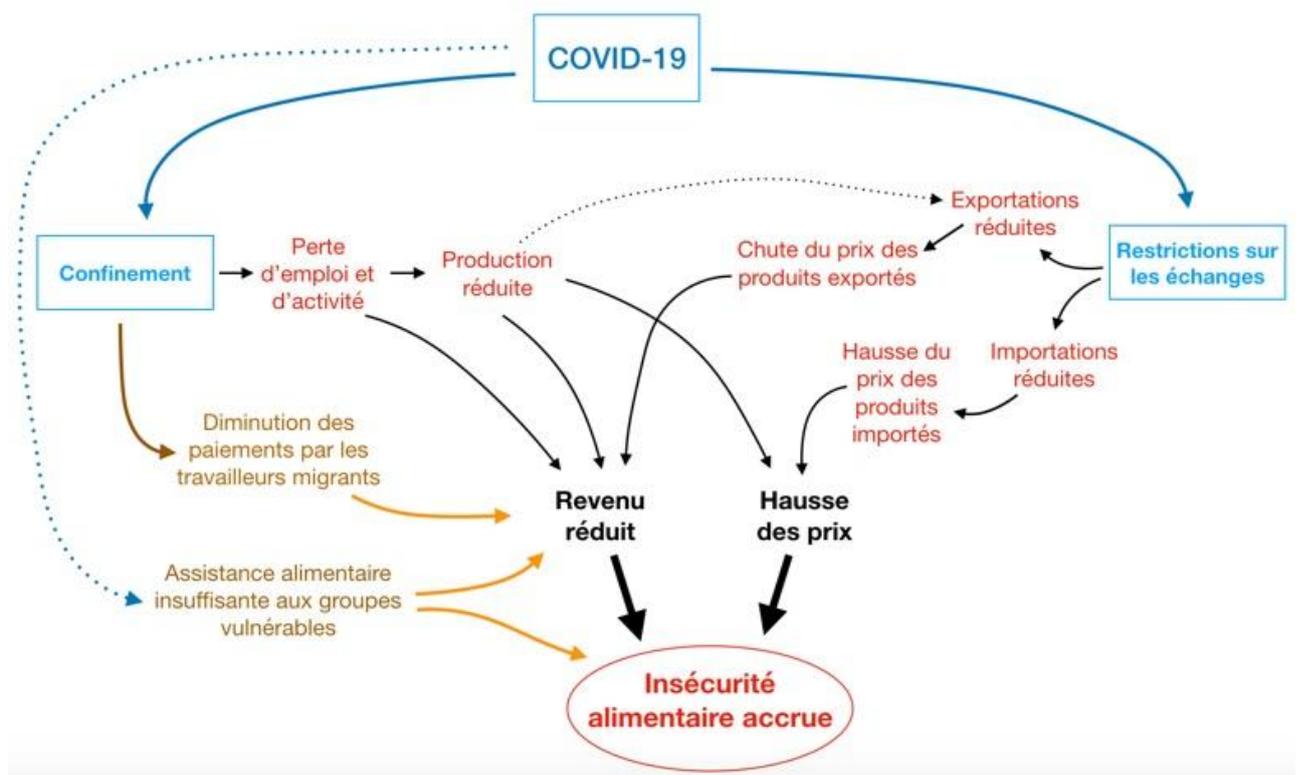
Nicoals Bricas (Cirad) relaie un communiqué d'Ipes Food qui insiste sur le fait que la crise « a permis d'entrevoir de nouveaux systèmes alimentaires, plus résilients » mais qu'elle risque d'être exploitée « par des acteurs puissants pour aller encore plus loin dans des approches

non durables et maintenir le statu quo sous prétexte de répondre à la crise ». Il faut donc veiller « à ce que les mesures adoptées pour enrayer la crise deviennent le point de départ d'une transformation des systèmes alimentaires porteuse de résilience ».

Hélène Basquin Fané, CFSI, juillet 2020

Nous remercions les personnes qui ont participé à la discussion #9 :

Sessi Rostaing **Akoha** (Roppa), Jean **Aubaterre** (Adesaf), Guillaume **Babin** (Universel), Djibril **Baldé** (Aajac/Colufifa), Moussa **Baldé** (AVSF), Simon **Baliteau** (Essor), Koman **Barry** (Amassa), Nedjma **Bennegouch** (SOS Faim Luxembourg), Braïma **Biai** (QNCOCPA), Nicolas **Bricas** (Cirad), Cécile **Broutin** (Gret), Mame **Cissé Diop** (Roprocas), Daniel **Da Hien** (Ligue des consommateurs, Burkina Faso), Estelle **Dandoy** (AFL), Christian **Dekpon** (Urp-al), Daouda **Diagne** (sociologue rural), Karfa **Diallo** (Enda Pronat), Mahamadou Mountaga **Diallo** (ANPDI), Famara **Diedhiou** (Afsa), Pape Assane **Diop** (SOS Faim Belgique), Louis Etienne **Diouf** (Agrisud), Abdou **Fall**, Mame Coumba **Faye** (Gret), Valérie **Géhin** (Arcade), Assimarou **Gnassingbé** (Ctop), Mass **Gning** (Fongs), Cheikh **Guèye** (ingénieur agronome), Mady **Guira** (Fugcom/Bam), Dékouwin Magloire **Hien** (Table Filière Karité), Émile **Houngbo** (maitre de conférence), Mouhadji **Kane** (CUC du Guidimaka), Omar **Mané** (ADC Ninnaba), Thibaud **Martin** (Cirad), Mamadou **Ndiaye** (AUM Niayes), Khady **Ndoye** (Cicodev), Mar **Ngom** (Fongs), Ali **Ouattara** (CPF), Soungalo **Ouattara** (consultant), Daniel **Oulaï** (Grainothèque), Ousmane **Pouye** (Ipar), Clémence **Samba** (Cnabio), Daouda **Samoura** (Guinée 44), Abdoulaye **Sanfo** (UGNL), Issouf **Sanou** (Fenop), Bila Abdoulaye **Sawadogo** (Comité Baoré Solidarité), Oumy **Seck** (Ceedd), Fodé **Sylla** (Guinée 44), Alain Inoussa **Tagnan** (consultant), Sibiri Jean-Baptiste **Taonda** (ministère de la Recherche, Burkina Faso), Michel **Tougma** (Rikolto), Adama **Traoré** (Apress), Fulgence **Yameogo** (Le Baobab), Nadège **Yapi**, Jean Tadanlenga **Yatombo** (Gevapaf), Simone **Zoundi** (Sodepal-SA, Fiab).



Covid-19 et crise alimentaire : les principaux mécanismes à l'œuvre © Materne Maetz

Références utiles :

- [Recueil des contributions à la discussion#9](#), 2020
- [Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie de la Covid-19 sur les exploitations familiales](#), Apess, 2020
- [Le Covid-19 ne pouvait arriver à un pire moment pour les communautés vulnérables d'Afrique de l'Ouest](#), FAO, 2020
- [Covid-19 et crise alimentaire, les principaux mécanismes à l'œuvre](#), Materne Maetz, juin 2020
- [Kako Nubukpo, L'urgence africaine](#), CFSI, décembre 2019
- [Analyse : risques et facteurs de résilience des systèmes alimentaires](#), Agrisud, 2020

Voir aussi les synthèses précédentes du forum de discussion :

[Mobilisation de capitaux](#), septembre 2019 ; [Revenus des femmes et suivi](#), septembre 2018 ; [La labellisation des produits locaux et de terroir](#), avril 2018 ; [La mise en marché des produits agroécologiques](#), octobre 2017 ; [Les achats institutionnels](#), décembre 2016 ; [Quelle forme juridique pour les unités de l'aval ?](#), mai 2016 ; [Conditionnement et emballage](#), janvier 2016 ; [Approvisionnement des unités de transformation](#), juillet 2015

Retrouvez les informations sur le « consommer local en Afrique de l'Ouest » sur www.alimenterre.org : « [Celles et ceux qui font](#) » et [Carte du réseau Pafao et de ses alliés](#)